

Maroc : violente répression de jeunes chômeurs à Safi

lundi 8 août 2011, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 6 août 2011).

SAFI : Quand LES JEUNES RECLAMENT DU TRAVAIL, L'ETAT REpond PAR ARRESTATIONS ET JUGEMENTS

Des manifestations violemment réprimées se sont déroulées à Safi le 1^{er} août 2011. Safi est un port de pêche situé sur la côte atlantique marocaine. C'est aussi une ville industrielle : conserveries, usine chimique Maroc phosphore, industries textiles, toutes concentrées dans le quartier Sud de la ville et, en ce qui concerne les conserveries et le textile, durement touchées par la crise internationale. A cela s'ajoute les pollutions provoquées par les rejets de l'industrie chimique qui ont aussi provoqué des fermetures d'usines. Le port de Safi à lui seul employait 15000 ouvriers, il n'en reste plus que 2000 actuellement. La crise du textile a causé la fermeture de 3 usines qui employaient 1400 ouvrier-e-s. A peine 400 ouvriers saisonniers continuent à travailler dans les conserveries. On estime que 72 000 familles sont affectées par le chômage.

Des lueurs d'espoir avec le mouvement du 20 février

Mais des lueurs d'espoir apparaissent avec le mouvement du 20 Février. La région Asfi- Sud a connu depuis cette date 32 marches populaires avec pas moins de 5000 manifestants, à majorité des jeunes. C'est dans ce quartier qu'habitait Kamal Oumari, enlevé lors d'une de ces manifestations et mort suite aux tortures qu'il a subies le 2 juin 2011. Son enterrement a été suivi par des dizaines de milliers de manifestants qui réclamaient le jugement de ses tortionnaires.

Safi est aussi l'une des villes où le taux de boycott a été le plus élevé lors du dernier référendum constitutionnel car les agents de l'administration n'ont pas pu y mener aussi aisément leur campagne d'intimidation et de propagande.

Par ailleurs, les syndicats des travailleurs liés à l'OCP (Office Chérifien des Phosphates), avec le soutien du mouvement du 20 février, ont organisé une manifestation de plus de 3000 ouvriers. Suite à cette lutte, ils ont obtenu une importante augmentation du salaire, ce qui a encouragé les habitants de la région à s'organiser, manifester et affronter la peur.

Les jeunes et les chômeurs du quartier veulent du travail.

Depuis plusieurs années, 4 associations de chômeurs luttent pour le droit au travail : l'ANDCM (ass. Nati. Des diplômés Chômeurs, Association des licenciés chômeurs, association des travailleurs chômeurs, Association des victimes de l'affaire Anajat. Après le 20 Février, deux autres groupes : Alliance des fils de retraités de l'OCP et la coordinations des lauréats des instituts techniques ont été créés. Toutes ces associations ont signé un accord avec le gouverneur de la ville, l'ANAPEC (Agence pour l'emploi) et l'OCP pour l'embauche des jeunes. Les jeunes se sont organisés pour présenter des listes de candidatures à la préfecture mais devant le refus des responsables de la préfecture de prendre ces listes, ils ont organisé, le 1^{er} août dernier, un sit-in devant la préfecture et le blocage des trains de l'OCP.

Ce même jour, les habitants du quartier Kawki organisaient un rassemblement contre l'augmentation des factures d'eau et d'électricité devant le siège de la compagnie qui a délégué le contrôle des compteurs depuis le mois de mai 2011 à une société privée.

Les forces de l'ordre nombreuses ont cerné le quartier et attaqué les manifestants, chargé et poursuivi les jeunes dans tous les quartiers- sud, toute la population s'est retrouvée cernée et attaquée. Les affrontements violents ont duré toute la journée du 1 août et se sont poursuivis toute la nuit. Deux postes de police ont été incendiés. Les manifestants disent avoir vu des hommes cagoulés descendre d'une voiture appartenant à l'OCP, remettant en question la version officielle qui incrimine les jeunes des quartiers.

Quatorze arrestations ont été opérées, en voici la liste (on y note la présence de plusieurs mineurs) :

- Amine Bouladam, élève, né en 1993
- TAabane Ali, artisan, 1982
- Mehdi Anouane, coiffeur, 19ans
- Miloud Elabti, marchand ambulant, 1980
- Bentir Mohcine, élève coiffeur, 1993
- Karim Boujamaa, élève ; 1993
- Azi Benchrifa, élève, 1993
- Zaid Adile, diplômé et chômeur, 1981
- Candi Abdelkrim, chômeur, 1987
- Fidadi Abdelkader, chômeur, 1979
- Omar Martal, chômeur
- Touzani, handicapé mental,

Les chefs d'inculpation : constitution bande criminelle, incendie de lieux publics, rassemblement armé, désobéissance, coups et blessures sur agents d'autorité en fonction, blocage du train, destructions des biens publics et saccage des biens.

Le jeudi 4 août, ils ont été présentés devant le tribunal, le jugement a été reporté au 11 août 2011.

Solidarité avant tout

Il convient de rappeler que ces arrestations ne sont pas les seules.

A Bouarfa, dans l'est du Maroc, suite à une intervention violente des forces de répression le 18 mai 2011, dix militants dont les syndicalistes Kabouri et Chennou, ont été condamnés à l'issue d'un jugement inique à 2 et 3 ans et purgent leur peine.

Dans la ville minière de Khouribga, au centre du Maroc, des affrontements ont opposé des manifestants revendiquant du travail à l'OCP et les forces de l'ordre le 6 juillet dernier, suite à des promesses d'embauches non tenues.

Le Maroc, loin des caméras et des médias vit une situation d'insurrection. Les jeunes et moins jeunes des villes et quartiers défavorisés sont en révolte permanente. Sans travail, sans logement, sans droit, sans justice sociale, ils se retrouvent dans les rues depuis le déclenchement du mouvement du 20 février.

Mais le pouvoir et le makhzen n'ont pour réponse que répression et condamnations, élections truquées et mascarades pour gagner du temps. Jusqu'à quand ?

Brisons le silence ! Solidarité et liberté pour les détenus ! Jugement des tortionnaires.

6 août 2011

Correspondante (Attac Maroc)
